

SOMMET DE LA CEMAC : Du bon et du moins bon

22^e année - Fondateur : Paul TEDGA

AFRIQUE
EDUCATION

AFRIQUE EDUCATION

N° 415 - du 16 au 31 mai 2015

WWW.AFRIQUEEDUCATION.COM

Politique, Economie, Culture

PRÉSIDENTIELLE TOGOLAISE

Le pari fou de la
modernité avec
Faure Gnassingbé
(avec interview exclusive)

Faure Gnassingbé

CENTRAFRIQUE

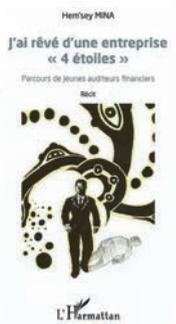
Vers une paix
durable après
le Forum ?

SANTÉ

7 conseils
pour éviter
l'hypertension



Evénement littéraire :
Le rêve 4 étoiles : Le premier roman dont toute l'Afrique parle



MADE IN FRANCE - Zone CFA - 2700 FCFA - Allemagne/Autriche : 4,80 € - Italie : 4,60 € - Maroc : 45 Mad - Algérie : 290 DZD

Faure Gnassingbé : « Moderniser le Togo »

Au lendemain de sa victoire à l'élection présidentielle du 25 avril, Faure Essozimna Gnassingbé a accordé une grande interview à votre bimensuel préféré. Sans notes, il a répondu à toutes nos questions, de façon détendue, sans en éluder aucune : de la campagne apaisée à la crise du comptage des voix, et l'appel au chevet du Togo des présidents du Ghana et de Côte d'Ivoire, sans oublier son programme des cinq années prochaines, Faure nous dit tout, sans langue de bois.

AfriqueEducation : *Le Togo vient de connaître une élection présidentielle palpitante à laquelle vous êtes sorti victorieux. Pendant la campagne, aviez-vous peur de perdre ou étiez-vous de temps en temps traversé par des doutes, sur l'issue finale de l'élection ?*

Faure Essozimna Gnassingbé : Merci pour cette opportunité que vous m'offrez. Mais, avant de répondre à votre question, permettez-moi d'exprimer, ici, toute ma profonde gratitude, à tout le peuple togolais, pour cette confiance qu'il a renouvelée, en moi, à travers cette élection. Je salue, par la même occasion, mes challengers, qui n'ont pas démérité, et, qui ont reconnu leur défaite pour le bien de notre peuple, et, pour l'enracinement de notre démocratie.

En effet, ce n'est pas la première fois que je participe à une élection, mais comme vous l'avez si bien remarqué, celle-ci a été particulière et devrait confirmer la maturité du peuple togolais, MON PEUPLE, et, il l'a prouvée aux yeux du monde entier.

Cependant, une compétition en est, toujours, une, quelle que soit l'assurance que l'on peut avoir en soi. Rien n'était donné mais nous avons, toujours, eu confiance en nous, et, en l'estime des populations togolaises, qui ne nous faisait plus aucun doute. Partout où nous étions passés, la mobilisation a été, sans faille, avec des doléances fondées qui nous interpellent. Ainsi, donc, notre esprit ne s'est pas fait distraire, mais, plutôt, nous projetait, déjà, dans l'après-élection pour continuer et



accentuer nos chantiers de développement du Togo et des initiatives de l'amélioration du bien-être de nos populations entamées.

Le gouvernement et la CENI ont tout fait pour rendre le processus électoral consensuel. Mais, ils n'ont pas été récompensés dans la mesure où le candidat Jean Pierre Fabre a utilisé beaucoup d'intelligence, pour considérable-

ment freiner le travail de dépouillement et de compilation des résultats à la CENI. Pour résoudre ce problème, les présidents du Ghana, John Dramani Mahama, et de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, ont effectué un voyage, à Lomé, mardi, 28 avril, pour rencontrer les cinq candidats. Leur voyage a été, diversement, apprécié. Fallait-il les faire venir ?

Les faire venir était la bonne décision.

Je vous précise qu'à la demande des candidats, eux-mêmes, le président en exercice de la CEDEAO, le président du Ghana, **John Dramani Mahama**, avait, déjà, effectué deux voyages, à Lomé, en mars et avril, pour répondre aux préoccupations de certains candidats, et, s'assurer que tous allaient à l'élection du 25 avril, dans des conditions de transparence. Mais, l'élection était, à nouveau, prise en otage, cette fois, après le vote. Voilà pourquoi nous avons fait appel, une fois de plus, à sa facilitation, d'autant plus qu'il agissait comme président en exercice de la CEDEAO où la diplomatie préventive doit pouvoir, dorénavant, nous servir à éviter des dérapages incontrôlés pendant des élections. Vous vous souvenez, sans doute, du représentant du candidat, **Laurent Gbagbo**, qui déchirait des procès verbaux de l'élection présidentielle, de 2010, en direct, à la télévision, après les avoir qualifiés de frauduleux et de fantaisistes. Nous connaissons la suite. Il fallait éviter ce dérapage vers lequel les manœuvres d'un candidat nous destinaient. J'en profite pour remercier, sincèrement, le président, **Alassane Ouattara**, qui a accompagné le président du Ghana, lors de cet exercice de pédagogie post-scrutin. Sa présence nous a, particulièrement, sensibilisés, et nous a permis d'évaluer, de très près, le risque que courait notre beau pays, à cette occasion

Cinq candidats en tout ont concouru à cette élection. Le boycott de certains poids lourds politiques, n'a-t-il pas conforté votre victoire ?

Je ne sais pas ce que vous entendez par poids lourd. Mais, je pense que tous les candidats dans une compétition électorale, s'équivalent et, précisément, en démocratie, c'est le peuple qui est souverain, et, donc, c'est le peuple le poids lourd politique dont le choix porté sur ma personne, conforte ma victoire.

J'ajoute que la valeur et la qualité d'une élection, ne se mesurent pas, seulement, au nombre des candidats à celle-ci. C'est vrai que plusieurs « poids lourds » ont prôné le boycott, mais, la participation du chef de l'opposition à cette présidentielle, a permis d'en faire une élection de qualité, même si, par la suite, il a multiplié des manœuvres

d'obstruction, dans le but de disqualifier le vainqueur. Je dois, aussi, avouer que la qualité des projets des trois autres candidats, était remarquable, même si, en fin de compte, je pense, sincèrement, que mon projet était le meilleur, et que, les Togolais ne se sont pas trompés, en le plébiscitant.

Etes-vous satisfait de votre partenariat avec l'UFC ? Quel bilan en faites-vous ?

Nous n'avons cessé de tendre la main à tous les partenaires politiques du pays depuis notre accession au pouvoir, et ceci, dans le seul et unique but d'apaiser le climat politique, qui a causé tant de tort à nos populations, et retardé le développement de notre pays. A cet effet, si un parti a accepté cette main tendue, nous ne pouvons que nous en féliciter tout en nous gar-

Je pense, sincèrement, que mon projet était le meilleur, et que, les Togolais ne se sont pas trompés, en le plébiscitant.

dant d'un satisfecit personnel, puisque nos décisions sont, toujours, fondées sur les profondes aspirations du peuple pour lequel nous travaillons sans cesse. Ainsi, le bilan ne peut qu'être jugé par tous, et, c'est ce que ces élections viennent de prouver.

De manière générale, vous avez réussi à apaiser le climat politique au Togo, en travaillant main dans la main avec l'UFC de Gilchrist Olympio. Allez-vous étendre cette main tendue à d'autres ? Concrètement, peut-on s'attendre à ce que votre prochain gouvernement compte des membres de l'ANC, du CAR, d'Obuts et d'autres ?

Vous avez la réponse dans la question précédente. Mais, j'insiste et réaffirme mon engagement à maintenir mon pays dans la paix, l'unité et la solidarité légendaire dont il jouit. Aucun fils, aucune fille de bonne foi de ce pays, aucune organisation civile ou politique, ne sera exclue du processus de développement et de prospérité de notre pays. Je me répète, ma main tendue ne fléchira jusqu'à l'apaisement et la prospérité totale de mon pays. Mais, au

même moment aucune démagogie ni gabegie ne sera tolérée dans cette main tendue.

Pouvez-vous nous dire quels types de relations vous entretenez avec Gilchrist Olympio ? Vous voyez-vous régulièrement ou par moments ? Le consultez-vous, si oui sur quels sujets ? Vous donne-t-il des conseils de gouvernance, si oui par exemple lesquels ?

Tout comme avec tous ceux qui ont accepté d'enterrer la hache de guerre, d'abandonner la politique politicienne, et, de penser au bien-être de nos populations, j'entretiens de bonnes relations. Je les consulte sur tous les sujets de développement du pays.

Mais parlant, précisément, de **Gilchrist Olympio**, à propos de qui vous me posez la question, sachez, tout simplement, que nous entretenons de bonnes relations. Il sait que ma porte lui est ouverte, à toute heure de la journée ou de la nuit, et c'est, toujours, avec le même plaisir et la grande ouverture d'esprit que j'échange avec lui, chaque fois que nous en avons l'occasion.

Je dois ajouter, sans fausse modestie, que le climat politique apaisé dans le pays que nous connaissons, est, en partie, grâce à lui.

Où comptez-vous mettre l'accent pendant ce troisième mandat que viennent de vous donner les Togolais ? On sait que tous les secteurs sont prioritaires : l'emploi des jeunes comme le développement (de la femme) à la base, la santé, l'éducation et la formation technique et professionnelle, l'agriculture et le développement du secteur privé, la modernisation de l'Etat et du secteur public productif, bref, tout est important. Qu'allez-vous privilégier ?

Nous avons entamé un chantier, qui n'est pas, encore, achevé et nous comptons continuer dans la droite ligne que nous nous sommes assignés dans le cadre de la Stratégie de croissance accélérée et promotion de l'emploi (SCAPE) et la Vision du Togo émergent à l'horizon 2030. Comme vous l'avez si bien constaté, tous les secteurs sont prioritaires, l'emploi des jeunes comme le développement (de la femme) à la base, la santé, l'éducation et la formation technique et professionnelle, l'agriculture et le développement du secteur privé, la modernisation de l'Etat et du

secteur public productif, bref, tout est important, mais, nous ne comptons rien lâcher. Les défis sont énormes et tous les Togolais s'y mettront pour les relever.

Nous devons moderniser le Togo. Pour cela, il faut accélérer la croissance. Les effets conjugués de la modernisation pour doper la croissance, mettront en valeur la nature généreuse du pays, et sa vocation régionale. Car n'oublions pas que 60% de la population du Togo est rurale, et 70% du produit intérieur brut, provient des richesses de l'agriculture et de la paysannerie.

D'autre part, le Togo est un espace pour investir, et, entreprendre. C'est pourquoi nous développons de nouvelles infrastructures, dans tous les domaines (routes, port, aéroport, chemin de fer), sans lesquelles, il n'y a point de développement.

Les axes routiers internationaux sont au niveau des normes professionnelles internationales. Les douanes se sont modernisées avec une traçabilité informatique exigée par la sécurité des biens, des marchandises et des personnes. Les postes frontières sont, également, rénovés. La façade maritime occupe, désormais, le premier rang des équipements portuaires du futur. Le port en eau profonde, ses nouveaux quais, le potentiel de son terminal à conteneurs, sa gestion informatisée, placent le Port autonome de Lomé au premier rang des opérateurs d'un passage obligé du développement solidaire régional.

L'aéroport international de Lomé va, aussi, relever les défis des transports aériens internationaux, en pleine expansion. La nouvelle aérogare développera, à terme, et de façon durable, un trafic croissant des passagers et des marchandises. Elle sera un hub pour de nouvelles compagnies. Enfin, la rénovation de l'équipement ferroviaire complétera le potentiel exceptionnel de ces facteurs démultiplicateurs, qui produiront des richesses à redistribuer. Vous voyez que c'est d'une approche globale dont nous avons besoin, pour répondre à votre question à tiroirs. Nous sommes, cependant, sur la bonne voie. En effet, nos dépenses d'investissement ont augmenté de 10%, en 4 ans, en passant de 123,6 milliards de F CFA à 136,8 milliards de F CFA, de 2010 à 2014. En ce qui concer-



ne le PIB courant, il s'est accru de 42%, pendant la même période, en passant de 1.571 à 2.234 milliards de F CFA, de 2010 à 2014.

Les recettes fiscales budgétaires ne sont pas en reste. Elles ont connu un bond de 104%, de 2010 à 2015, soit, de 234,8 milliards de F CFA à 480,3 milliards de F CFA. Ce qui nous donne un taux de croissance de 5,5%, en 2014, contre 4%, en 2010, soit, une progression de 37%. Nous allons accentuer ces efforts pour réaliser plus de performances, pendant ce nouveau quinquennat

Parlant de la modernisation des institutions, il y a ce fameux débat sur les réformes institutionnelles, que l'opposition réclame. Quelles solutions allez-vous apporter à cette demande afin de détendre un peu plus le climat politique ?

Le Togo est une démocratie et la séparation des pouvoirs de l'Etat y est une règle. Chaque institution doit jouer son rôle pour préserver la paix, la stabilité et le développement de notre pays. Et sur cette question précise, je crois que l'Assemblée nationale, composée des élus du peuple, n'a pas, encore, clos le débat. Nous attendons, donc, l'issue des discussions du parlement et le peuple souverain avisera.

Le Togo à l'instar d'un pays comme la France développe activement sa diplomatie économique. Est-ce la conséquence du passage plutôt réussi du Togo au Conseil de sécurité où il a été membre non permanent en 2012 et 2013 ? En quoi consiste cette diplomatie économique et quel bilan vous en tirez depuis qu'elle est mise en œuvre ?

Si vous voulez oui, le passage réussi du Togo au Conseil de Sécurité en tant que membre non permanent, a été un atout majeur, mais, pas un atout déterminant dans notre diplomatie économique. Notre diplomatie économique consiste à faire de la politique étrangère un canal du développement économique inclusif. Cette nouvelle orientation de la diplomatie répond aux directives définies dans la SCAPE. Pour un Togo émergent, à l'horizon 2030, la diplomatie doit jouer, pleinement, son rôle de vecteur de développement en innovant son champ d'action, en mettant, aujourd'hui, toute son énergie sur les investissements étrangers et la promotion des entreprises et des atouts économiques du Togo.

A cet effet, l'on peut noter entre autres actions :

- la promotion du commerce et des investissements avec la création du guichet unique ;

- le renforcement et l'ouverture des missions diplomatiques et consulaires dans les pays développés et émergents comme, l'Angleterre, le Brésil, et l'Afrique du Sud ;
- la promotion du recrutement des cadres togolais dans les institutions régionales et internationales, notamment, dans leurs sphères de décision ;
- l'établissement des relations diplomatiques avec certains pays d'Asie ;
- le renforcement des capacités des agents du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, et, la mobilisation de la diaspora...

On a par le passé connu le Togo comme un grand centre de médiation au niveau sous-régional, voire, continental. Le Togo était un faiseur de paix en Afrique. Allez-vous reprendre ce rôle qui allait si bien à votre pays, maintenant, où vous êtes l'un des doyens des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ? Après tout, aux âmes bien nées la valeur n'attend point le nombre des années.

La fonction présidentielle ne s'arrête pas qu'au développement interne de son pays. De plus, le Togo a été, toujours, au centre des débats d'intégration sous-régionale et régionale et chantre de la paix et sécurité dans le monde. Tous ces paramètres sont des acquis à préserver, à tout prix, et, il ne peut en être, autrement, eu égard aux défis mondiaux de croissance de paix et de stabilité, face aux fléaux socioéconomiques et la question du terrorisme, qui n'épargne plus aucune partie du monde. A cet effet, être doyen des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la CEDEAO, n'est ni un prestige ni un privilège, c'est une question de responsabilité et si mes pairs me font confiance, il va de soi qu'on pourra, ensemble, la porter.

Au Togo, on a l'impression qu'on refuse les grandes formules. On travaille tout en restant modeste. Contrairement aux autres pays de la sous-région comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana et d'autres, qui affichent leur volonté de devenir des pays émergents dans quelques années, le Togo n'en pense pas moins bien que plus discret. Quelles sont les raisons que vous avancez pour convaincre les investisseurs togolais, africains et internationaux à

s'intéresser à votre pays ? Que leur offrez-vous en dehors de la (traditionnelle) paix qui règne dans le pays ?

Oui, c'est un véritable challenge face au besoin d'intégration sous-régionale et de prospérité de chaque nation. Et comme je le disais plus haut, le Togo ne saurait se dérober de ses responsabilités de pionnier de l'intégration sans, toutefois, lésiner sur les moyens quand il s'agit de son rayonnement et du bien-être de sa population. Certes, la paix et la sécurité ne sauraient être, à elles seules, les arguments persuasifs des investisseurs, mais elles ne sont pas, non plus, les moindres pour les investisseurs sérieux, qui recher-

Etre doyen des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la CEDEAO, n'est ni un prestige ni un privilège. C'est une question de responsabilité et si mes pairs me font confiance, il va de soi qu'on pourra, ensemble, la porter.

chent l'assurance et la pérennité de leurs investissements. De plus, la sécurité continentale passe, également, par la sécurité maritime, et nous estimons, à juste titre, qu'il faille juguler tous les paramètres de développement afin de convaincre les investisseurs en accueillant, en novembre prochain, le Sommet sur le développement économique et la sécurité maritime, à Lomé. Cependant, le sérieux du Togolais, la main-d'œuvre qualifiée et abondante en terme de ressources humaines, sont des atouts fondamentaux aux côtés des ressources naturelles, minières, énergétiques, institutionnelles, et, autres dont peut se vanter le Togo pour attirer les investisseurs. Mais, encore, aucun pays ne peut se targuer d'évoluer en autarcie et ceci reste, toujours, un défi pour l'intégration, la paix, la sécurité et l'émergence.

Vous êtes le coordonnateur de la lutte contre Ebola au sein de la CEDEAO. En quoi consiste votre action ? Que faites-vous pour que ce virus soit éradiqué à jamais ?

Maladie hémorragique à virus EBOLA est l'une des grandes épidémies que connaît la sous-région, et, qui a emporté, avec elle, des milliers de personnes, dans trois pays les plus touchés que sont, la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria. En plus de la dissémination des populations et son corollaire socio-sanitaire, elle a ralenti la croissance économique des pays touchés comme c'est le cas de la Guinée, qui a vu son PIB réel chuter de deux points par rapport aux estimations de 2014, alors qu'il projetait une croissance du PIB de 4,5% d'après le Magazine "L'espoir". Cette épidémie était en passe de devenir une crise économique et sociale aux conséquences imprévisibles.

Voilà pourquoi les chefs d'Etat de la CEDEAO se sont réunis et ont porté le choix sur ma modeste personne afin de coordonner les actions pour l'éradication de cette pandémie. Ces actions sont entre autres, la mobilisation des partenaires pour la prévention de la maladie, la prise en charge des malades, la collecte des informations, le suivi et l'évaluation de la progression de la pandémie et des activités sur le terrain, la coordination de l'assistance technique. Il a été créé des numéros verts dans tous les pays, organisé des missions d'assistance technique dans les pays touchés. D'autre part, les missions de sensibilisation des populations, ont été accentuées.

Je voudrais, ici, saluer la discipline et la solidarité des populations des pays touchés et celles de l'ensemble des pays de la CEDEAO et le reste de l'Afrique. Aussi, voudrais-je, ici, présenter toute notre gratitude aux différents partenaires, qui se sont impliqués, et, en particulier, à l'OMS et à l'Union africaine.

Quand présiderez-vous aux destinées de l'Union africaine ? Cette organisation ne vous intéresse-t-elle pas ?

Quand Dieu décidera. Quand le choix se portera sur moi. Au moment opportun. Quand mon heure sonnera. ■

Propo recueillis à Lomé par Jean-Paul Tedga